

La « lutte contre les maladies non transmissibles », une urgence sanitaire mondiale

Dans un tribune adressée au « Monde », un collectif s'inquiète que le diabète ou les maladies cardiovasculaires frappent désormais tous les pays, qu'ils soient à revenus élevés ou faibles. Ces pathologies sont aujourd'hui la principale cause de décès sur la planète.

LE MONDE | 18.09.2018 à 13h13 • Mis à jour le 18.09.2018 à 16h27 | Par Collectif

Tribune. L'évolution de la consommation alimentaire et les modes de vie de plus en plus sédentaires ont un fort impact sur la santé humaine et sur l'environnement et renforcent les risques de développer des maladies non transmissibles (MNT), dont le diabète ou les maladies cardiovasculaires font partie.

Depuis plus de dix ans, elles sont devenues les principales causes de décès dans le monde, entraînant 15 millions de morts prématurées chaque année. Ces changements de modes de vie frappent aujourd'hui de plein fouet les pays à revenus faibles et intermédiaires. Contrairement aux idées reçues, surpoids et obésité sont le lot d'un grand nombre d'habitants en Afrique de l'Ouest. Qui pourrait imaginer que 38 % des femmes en âge de procréer y sont déjà en surpoids et que 15 % sont obèses.

L'augmentation de la consommation de matières grasses d'origine animale et d'aliments industriels, conjuguée à une urbanisation massive, source de changements de modes de vie plus propices aux MNT, sont les causes de ces transitions au niveau épidémiologique.

Lire aussi : [Diabète et obésité : les pesticides pourraient augmenter le risque pour la population](#) (/planete/article/2018/06/29/diabete-et-obe-site-les-pesticides-pourraient-augmenter-le-risque-pour-la-population_5323212_3244.html)

L'industrie agroalimentaire, moteur de ces changements, impacte la santé humaine mais aussi l'environnement. L'intensification des modes de production, la surconsommation de viande, l'utilisation massive de produits chimiques dans l'agriculture (glyphosate), l'utilisation de substances chimiques et d'emballages (phtalates) pour conserver les aliments ont un impact majeur sur l'environnement et participent aux fortes émissions de CO₂.

En parallèle, trop de gras, de sucré, d'aliments trop riches en calories ainsi qu'une consommation importante de boissons sucrées et d'alcools ou d'aliments contaminés par des pesticides, associés à une baisse de l'activité physique, sont des facteurs de risques importants de MNT. Le diabète illustre parfaitement ce lien fort entre santé des populations et santé de notre planète et les défis liés.

90 % DES CAS DE
DIABÈTE
SERAIENT
ÉVITABLES
AVEC DES
POLITIQUES DE
PRÉVENTION
AMBITIEUSES

En 2017, 425 millions de personnes vivaient avec le diabète ; une personne en mourrait toutes les 6 secondes et la maladie a coûté 723 milliards de dollars. Le diabète est aussi la première cause de cécité, de mise sous dialyse ou d'amputations non traumatiques dans le monde. La Fédération internationale du diabète estime que d'ici 2045, on dénombrera 628 millions de malades, dont plus de 80 % vivront dans les pays à faibles et moyens revenus. Le diabète touchera 42 millions de personnes en Afrique et coûtera 6,6 milliards de dollars au continent africain.

90 % des cas de diabète seraient évitables avec des politiques de prévention ambitieuses visant à modifier les comportements alimentaires et la sédentarité. Malheureusement, cet objectif est encore un rêve. Pour les personnes qui souffrent déjà de diabète, les traitements sont extrêmement onéreux pour le patient, sa famille, mais aussi les gouvernements. Dans certains pays, ces traitements ne sont pas disponibles pour tous.

Dans d'autres, ils sont disponibles mais le coût est un fardeau colossal. En Afrique, un médicament antidiabétique comme l'insuline n'est disponible que dans 40 % des pays et à un prix très élevé. Ainsi, au Mali, 56 % des ménages avec un patient diabétique consacrent plus de 40 % de leurs

revenus au règlement des soins de santé. Des politiques d'accès aux traitements sont donc indispensables.

Lire aussi : Cancer, diabète... « les grands groupes alimentaires et de tabac alimentent l'épidémie » ([/planete/article/2018/06/21/les-gouvernements-ne-voient-pas-encore-le-benefice-a-long-terme-de-lutter-contre-les-maladies-non-transmissibles_5318641_3244.html](http://planete/article/2018/06/21/les-gouvernements-ne-voient-pas-encore-le-benefice-a-long-terme-de-lutter-contre-les-maladies-non-transmissibles_5318641_3244.html))

La troisième réunion de haut niveau des Nations unies sur les MNT du 27 septembre est une chance unique pour les gouvernements de changer de paradigme en adoptant les décisions indispensables pour répondre à quatre grands défis : nourrir plus sainement la planète afin de réduire l'impact de la mauvaise alimentation sur la santé humaine et sur l'environnement ; prévenir les maladies chroniques pour en diminuer le fardeau économique ; fournir aux patients un accès aux traitements indispensables pour leur prise en charge à un coût abordable ou « gratuit » grâce à la couverture-maladie universelle ; encadrer l'implication du secteur privé pour réduire les conflits d'intérêts et obtenir de réelles avancées sur la qualité des produits alimentaires et l'accès aux traitements.

CONTRAIREMENT
AUX IDÉES
REÇUES,
SURPOIDS ET
OBÉSITÉ SONT LE
LOT D'UN GRAND
NOMBRE
D'HABITANTS EN
AFRIQUE DE
L'OUEST. QUI
POURRAIT
IMAGINER QUE 38
% DES FEMMES
EN ÂGE DE
PROCRÉER Y
SONT DÉJÀ EN
SURPOIDS ET
QUE 15 % SONT
OBÈSES

Ces défis exigent de prendre des mesures urgentes : adopter , d'un côté, une fiscalité et des réglementations qui garantissent une alimentation saine et écologique et, de l'autre, des taxes sur l'alcool et les boissons sucrées pour en diminuer la consommation (sur le modèle de la « taxe soda » en France) ; généraliser l'étiquetage sur le contenu des aliments (à l'instar du Nutri-score) ; interdire les publicités sur des aliments malsains ciblant les plus jeunes ; adopter des mesures fiscales positives pour rendre moins chers les produits sains et aux bonnes qualités nutritionnelles ; développer les programmes de prévention qui vont permettre aux consommateurs de réaliser de meilleurs choix alimentaires tout en garantissant des espaces de vie et de travail propices à la pratique d'une activité physique régulière ; assurer l'accès à des traitements de qualité au moindre coût et les inclure , ainsi que les dispositifs médicaux nécessaires, dans les couvertures-maladie universelles ; financer la réponse mondiale contre les MNT par un « trust fund » permettant de structurer une lutte efficace dans les pays disposant de trop faibles moyens et échanger les expertises pour soutenir les Etats dans leurs stratégies de lutte contre les MNT.

Les signataires : **Cynthia Fleury**, philosophe et professeur au Conservatoire national des arts et métiers ; **Cyril Dion**, réalisateur et cofondateur du mouvement Colibris ; **Stéphane Besançon**, directeur général de Santé diabète ; **Gaël Giraud**, économiste à l'Agence française de développement ; **Pierre Salignon**, responsable des partenariats avec la société civile à l'Agence française de développement ; **Katie Dain**, directrice générale de l'ONG NCD Alliance ; **Marion Nestle**, professeur de nutrition à l'université de New York et écrivaine ; **David Beran**, chercheur, service de médecine tropicale et humanitaire des Hôpitaux universitaires de Genève ; **Jean Marie Milleliri**, secrétaire général du Groupe d'intervention en santé publique et épidémiologie ; **David Hacquin**, président de l'ONG Santé Diabète ; **Camille Mary**, coordinatrice de l'ONG Santé Diabète.